



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Cotisations

Question écrite n° 64078

Texte de la question

M Georges Durand conscient qu'ont été réglés d'une façon équitable et logique la plupart des problèmes laissés en suspens par l'instruction n° 75-11 du 10 juillet 1975 et la lettre circulaire n° 85-19 du 5 mars 1985, relatives aux frais professionnels, demande à M le ministre des affaires sociales et de l'intégration de bien vouloir lui apporter des précisions au sujet des employeurs pratiquant l'abattement supplémentaire pour frais professionnels et dont le remboursement des frais est effectué dans les limites de l'article 2, (paragraphe 2) de l'arrêté du 26 mai 1975. Il apparaît en effet évident qu'il y a simplement lieu à réintégration, dans l'assiette des cotisations, de la valeur forfaitaire de l'avantage en nature et que cette tolérance devrait s'appliquer à tous les litiges qui, à la date de la lettre de ses services du 6 juin 1989, n'avaient pas fait l'objet d'une décision de justice devenue définitive.

Texte de la réponse

Reponse. - La lettre ministérielle du 6 juin 1989 n'a entendu viser que la situation, au regard de l'assiette des cotisations de sécurité sociale, de la prise en charge intégrale des frais de repas d'un salarié en déplacement professionnel, quand son employeur ne pratique pas l'abattement supplémentaire pour frais auquel a droit ce salarié en vertu de l'article 83 du code général des impôts et de l'article 5 de l'annexe IV du même code. En revanche, quand une entreprise pratique cet abattement supplémentaire et rembourse également son salarié de ses frais de repas dans la limite visée à l'article 2, paragraphe 2, de l'arrêté du 26 mai 1975 sur les frais professionnels, ce remboursement doit être réintégré dans l'assiette précitée. Cette dernière position qui a fait l'objet de la lettre circulaire de l'ACOSS n° 85-19 du 5 mars 1985 résulte des dispositions contenues à l'article 4 de l'arrêté précité et de l'interprétation de ces dispositions par la Cour de cassation (17 janvier 1991, SARL des établissements Gounaud C/URSSAF de la Vendée) : la Haute Cour a précisé qu'il n'y a pas à rechercher, dans de telles situations, si ce remboursement peut constituer un avantage en nature.

Données clés

Auteur : [M. Durand Georges](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 64078

Rubrique : Sécurité sociale

Ministère interrogé : affaires sociales et intégration

Ministère attributaire : affaires sociales et intégration

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 novembre 1992, page 5156